



MANUFACTURES  
NATIONALES - SÈVRES  
MOBILIER NATIONAL

**MARCHÉ D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS  
DE CHAUFFAGE, VENTILATION, TRAITEMENT D'AIR, CLIMATISATION, EAU CHAUDE  
SANITAIRE ET PLOMBERIE  
- SITES DU MOBILIER NATIONAL : PARIS & SITES RATTACHÉS -**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**(RC)**

**MODE DE CONSULTATION : PROCEDURE FORMALISEE (APPEL D'OFFRE OUVERT)**

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**Marché n°2025-AOO-09**

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :**

**Lundi 7 juillet 2025 A 12h00**

## Sommaire

<b>ARTICLE 1. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
1.1 Identification du Pouvoir adjudicateur.....	3
1.2 Objet du marché.....	3
1.3 Nomenclature.....	4
1.4 Allotissement.....	4
1.5 Lieux d'exécution : .....	4
1.6 Forme du marché.....	5
1.7 Forme du prix.....	6
1.8 Durée du marché.....	6
1.9 Livraisons complémentaires et / ou prestations similaires.....	6
<b>ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>7</b>
2.1 Mode de passation.....	7
2.2 Variantes.....	7
2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	7
2.3.1 PSE obligatoire (PSEO).....	7
2.3.2 PSE facultative (PSEF).....	7
2.4 Visite de site.....	7
2.5 Modalités essentielles de financement.....	8
2.6 Conditions de participation des candidats.....	8
2.7 Délai de validité des offres .....	9
2.8 Sous-traitance .....	9
2.9 Changement de détail du dossier de consultation .....	9
2.10 Date limite de dépôt des questions .....	9
<b>ARTICLE 3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>11</b>
4.1 Date et heure limites de réception des plis .....	11
4.2 Langue et unité monétaire.....	12
4.3 Présentation de la candidature .....	12
4.4 Présentation de l'offre.....	13
<b>ARTICLE 5. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 6. OFFRE ANORMALEMENT BASSE.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 9. RECOURS ET INSTANCE.....</b>	<b>18</b>

## **ARTICLE 1. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ**

### ***1.1 Identification du Pouvoir adjudicateur***

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, désigné « Manufactures nationales – Sèvres – Mobilier national ».

Adresse : 1 rue Berbier du Mets, 75013 Paris

SIRET : 939 106 274 00011

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, a été créé un nouvel établissement public réunissant le Mobilier national et la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, rattaché au ministère de la Culture.

À la fois soutien et acteur de l'écosystème des arts décoratifs et du design français, il rassemble plus de 600 agents qui œuvrent au quotidien à entretenir des collections d'exception, à pratiquer des savoir-faire d'excellence et à mettre en valeur la richesse de ce patrimoine.

Unique au monde, ce pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art. Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation des cultures matérielles et du geste ; le rayonnement national et international de ses savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est notamment constitué de : deux musées (le Musée national de la céramique de Sèvres ; le Musée national Adrien Dubouché de Limoges), neuf manufactures et ateliers de création (dont la Manufacture de céramique de Sèvres, la Manufacture de tapisserie des Gobelins ; la Manufacture de tapisserie de Beauvais ; la Manufacture de tapis de Savonnerie ; les Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'Atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), sept ateliers de restauration et une mission de l'ameublement.

Il rayonne sur toute la France à travers huit sites à : Paris, Sèvres, Beauvais, Alençon, Limoges, Aubusson, Le Puy-en-Velay, Lodève.

### ***1.2 Objet du marché***

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, ventilation, traitement d'air, eau glacée, eau chaude sanitaire et plomberie sur les sites du Mobilier national (Paris et sites rattachés).

Le marché comporte les prestations suivantes, et détaillées ci-dessous :

- Prestations de type P2 : prestations de conduite et d'entretien courant P2 des installations de chauffage, de ventilation, de climatisation, d'eau chaude sanitaire et de plomberie ;
- Prestations de type P3 : prestations de gros entretien renouvellement, garantie totale forfaitaire et transparente ;
- Une liste de travaux obligatoires, dite P3O, suivant un calendrier établi par le Pouvoir adjudicateur ;
- Des prestations à bons de commandes (BPU), qui n'entrent ni dans le P2, ni dans le P3, pour faire face notamment à des dégradations accidentelles non imputables au Titulaire, à des mises en conformité, ou à des modernisations.

		P2	P3	P3O	BPU
Lot 1	Site de Paris	Oui	Oui	Oui	Oui
Lot 2	Site des réserves externalisées, Rungis	Oui	Oui	Non	Oui
Lot 3	Site de la Manufacture de tapisserie de Beauvais	Oui	Non	Non	Oui
Lot 4	Site de la Manufacture de la Savonnerie de Lodève	Oui	Non	Non	Oui

Les descriptions des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots.

### 1.3 Nomenclature

50720000-8	Services de réparation et d'entretien de chauffage central
50721000-5	Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage
45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
44115200-1	Matériel de plomberie et de chauffage
45330000-9	Travaux de plomberie

### 1.4 Allotissement

Les prestations sont réparties géographiquement, en 4 lots :

❖ **Lot n°1 :** Site de Paris :

- Mobilier national et Nouvelles Manufactures, situés au 1, rue Berbier du Mets – 75013 Paris
- Manufactures des Gobelins et Galerie des Gobelins, situés au 42, avenue des Gobelins – 75013 Paris

❖ **Lot n°2 :** Site des réserves externalisées, situées à Rungis (94150)

❖ **Lot n°3 :** Site de la Manufacture de tapisserie de Beauvais, situé 24, rue Henri Brispot – 60000 Beauvais

❖ **Lot n°4 :** Site de la Manufacture de la Savonnerie de Lodève, situé Impasse des liciers – 34700 Lodève

Les candidats sont libres de présenter une offre pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

### 1.5 Lieux d'exécution :

Il est précisé que cette consultation concerne les sites dits « du Mobilier national » de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres – Mobilier national, aux adresses suivantes :

• Lot n°1 : Site de Paris :

- Mobilier national et Nouvelles Manufactures, situés au 1, rue Berbier du Mets – 75013 Paris ;
- Manufactures des Gobelins et Galerie des Gobelins, situés au 42, avenue des Gobelins – 75013 Paris ;

• Lot n°2 : Site des réserves externalisées, situées à Rungis (94150) ;

- Lot n°3 : Site de la Manufacture de tapisserie de Beauvais, situé 24, rue Henri Brispot – 60000 Beauvais (Lot n°3) ;
- Lot n°4 : Site de la Manufacture de la Savonnerie de Lodève, situé Impasse des liciers – 34700 Lodève (lot n°4).

### **1.6 Forme du marché**

Chaque lot prend la forme d'un **accord-cadre « composite »** correspondant, pour partie à un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conclu à prix unitaires, avec un seul opérateur économique (mono-attributaire) et, pour partie à un marché ordinaire à prix forfaitaire tel que détaillé ci-après.

#### **Concernant le lot n°1 :**

- La partie traitée sous la forme d'un **marché ordinaire** est conclue à prix global et forfaitaire et correspond aux prestations P2, P3 Garantie totale et P3O Travaux obligatoires ;
- La partie traitée sous la forme d'un **accord-cadre** est conclue à prix unitaires avec maximum passé en application des articles R.2162-1, R. 2162-2, R. 2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique (CCP), correspondant aux prestations qui n'entrent ni dans le P2, ni dans le P3, ni dans le P3O pour faire face notamment à des dégradations accidentelles non imputables au Titulaire, à des mises en conformité, ou à des modernisations nécessaires.

Ces prestations à prix unitaires sont conclues sans montant minimum.

Le montant maximum est établi à :

- 40 000€ HT sur toute la durée du marché, reconductions incluses.

#### **Concernant le lot n°2 :**

- La partie traitée sous la forme d'un **marché ordinaire** est conclue à prix global et forfaitaire, et correspond aux prestations P2 et P3 Garantie totale ;
- La partie traitée sous la forme d'un **accord-cadre** est conclue à prix unitaires avec maximum passé en application des articles R.2162-1, R. 2162-2, R. 2162-4 à R.2162-6 et R.2162-14 du Code de la commande publique (CCP), correspondant aux prestations qui n'entrent ni dans le P2, ni dans le P3, pour faire face notamment à des dégradations accidentelles non imputables au Titulaire, à des mises en conformité, ou à des modernisations nécessaires.

Ces prestations à prix unitaires sont conclues sans montant minimum.

Le montant maximum est établi à :

- 40 000€ € HT sur toute la durée du marché, reconductions incluses.

#### **Concernant les lots n°3 et n°4 :**

- La partie traitée sous la forme d'un **marché ordinaire** est conclue à prix global et forfaitaire, et correspond aux prestations P2 ;
- La partie traitée sous la forme d'un **accord-cadre** est conclue à prix unitaires avec maximum passé en application des articles R.2162-1, R. 2162-2, R. 2162-4 à R.2162-6, et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique (CCP), correspondant aux prestations qui n'entrent ni dans le P2, ni dans le P3, pour faire face notamment à des dégradations accidentelles non imputables au Titulaire, à des mises en conformité, ou à des modernisations nécessaires.

Ces prestations à prix unitaires sont conclues sans montant minimum.

Le montant maximum est établi à :

- Lot n°3 : 25 000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions incluses ;
- Lot n°4 : 40 000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions incluses.

### 1.7 Forme du prix

Le marché est conclu à prix mixtes (forfaitaire et unitaire).

### 1.8 Durée du marché

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de notification du marché, jusqu'au 31 août 2026. A titre d'information, il est envisagé une notification au cours de la 1ere semaine du mois de septembre 2025 (échéance prévisionnelle).

Il est reconductible trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, par tacite reconduction. La durée maximum de l'accord-cadre est donc de quatre (4) ans, reconductions éventuelles incluses. Cette durée maximum peut être inférieure à quatre (4) ans, suivant la date de notification du marché.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il en informe le Titulaire par courrier recommandé au plus tard deux (2) mois avant sa date anniversaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard deux (2) mois suivant la fin de marché.

L'ensemble des lots entrent en vigueur à la date de notification du marché, néanmoins, certains des lots prévoient un début d'exécution des prestations différé :

	Entrée en vigueur du marché	Début d'exécution des prestations
Lot n°1- Site de Paris	<b>A la date de notification du marché</b>	<u>Pour les prestations CVC :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour la sous-station Atelier Teinture : début d'exécution au 1<sup>er</sup> novembre 2025 ;</li><li>- pour toutes les autres installations du site : début d'exécution à la notification.</li></ul> <u>Pour les prestations plomberie :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- début d'exécution à la date de notification du marché.</li></ul>
Lot n°2 - Site des réserves externalisées, Rungis		Pour l'ensemble des prestations (prestations CVC et plomberie) : <ul style="list-style-type: none"><li>- début d'exécution au 1<sup>er</sup> janvier 2026.</li></ul>
Lot n°3 - Site de la Manufacture de tapisserie de Beauvais		Pour l'ensemble des prestations (Prestations CVC et Prestations plomberie), début d'exécution au 1 <sup>er</sup> janvier 2026.
Lot n°4 - Site de la Manufacture de la Savonnerie de Lodève		Pour l'ensemble des prestations (Prestations CVC et Prestations plomberie), début d'exécution au 1 <sup>er</sup> septembre 2025.

Les candidats doivent en tenir compte dans le chiffrage de leur offre, en intégrant le cas échéant une moins-value applicable pour la première année d'exécution du marché. Des champs dédiés, relatifs à ces moins-values, doivent être complétés au sein des annexes à l'acte d'engagement.

### 1.9 Livraisons complémentaires et / ou prestations similaires

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement, sans mise en concurrence, un ou plusieurs marchés sur le fondement des articles R.2122-4 et R.2122-7 du code de la commande publique, ayant pour objet la livraison de fournitures complémentaires ou la réalisation de prestations similaires.

## ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

### 2.1 Mode de passation

La consultation est passée en appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il est précisé que les prestations de maintenance préventive et curative des installations de plomberie ont fait l'objet d'un premier marché déclaré le marché sans suite pour un motif d'intérêt général (motif fondé sur le besoin de l'acheteur), à savoir la nécessité de redéfinir son besoin, conformément à l'article R.2185-2 du code de la commande publique. Ces prestations sont intégrées dans le présent marché afin de permettre une plus grande attractivité du marché initial et favoriser la mise en concurrence, ainsi que d'optimiser les prix du marché.

### 2.2 Variantes

Aucune variante n'est autorisée, ni à l'initiative de l'acheteur, ni à l'initiative des candidats.

### 2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

#### 2.3.1 PSE obligatoire (PSEO)

Aucune PSE obligatoire n'est exigée.

#### 2.3.2 PSE facultative (PSEF)

Pour le lot n°1, les candidats sont libres de proposer (PSE facultative) la mise en place d'une GMAO dans les conditions prévues à l'article 8 du CCTP.

Pour les autres lots de la consultation, les soumissionnaires ne sont pas autorisés à proposer des prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

N° de la PSE	Lot concerné	Description succincte de la prestation supplémentaire facultative
PSE n°1	Lot n°1	Mise en place d'une GMAO – Article 10 du CCTP

Si le candidat propose une PSE facultative, il est invité à indiquer son montant dans le champ dédié de l'annexe n°1 à l'acte d'engagement.

### 2.4 Visite de site

Il est **obligatoire** de faire une visite des lieux avant de remettre une offre.

Pour chaque lot, il appartient au candidat de prendre rendez-vous auprès des interlocuteurs ci-après définis au minimum quarante-huit (48) heures avant la date de visite, en leur adressant un courriel.

Le candidat (candidat individuel ou groupement) présente au maximum deux (2) personnes aux visites de site.

	Interlocuteur dédié à contacter	Dates des visites
<b>Lot n°1</b> <b>Site de Paris</b>	Mme Nathalie LÉMAN Adjointe au directeur des Bâtiments et de la sécurité – Paris et sites rattachés <a href="mailto:nathalie.leman@culture.gouv.fr">nathalie.leman@culture.gouv.fr</a> et Mme Gaëlle GIRARD Chargée de maintenance et de travaux <a href="mailto:gaelle.girard@culture.gouv.fr">gaelle.girard@culture.gouv.fr</a>	Mercredi 11/06/2025 – 9h30  Jeudi 19/06/2025 – 14h30  Lieu de rendez-vous : 1, rue Berbier du Mets – 75013 PARIS

MnSMn – Paris & sites rattachés

RC – Marché exploitation-maintenance chauffage, ventilation, traitement d'air, climatisation, eau chaude sanitaire et plomberie

<b>Lot n°2</b> <b>Site des réserves externalisées</b> <b>Rungis</b>	Mme Nathalie LÉMAN Adjointe au directeur des Bâtiments et de la sécurité – Paris et sites rattachés <a href="mailto:nathalie.leman@culture.gouv.fr">nathalie.leman@culture.gouv.fr</a> et M. Thomas JOUNIN Responsable des réserves externalisées <a href="mailto:thomas.jounin@culture.gouv.fr">thomas.jounin@culture.gouv.fr</a>	Jeudi 12/06/2025 – 14h30  Mercredi 18/06/2025 – 10h  Lieu de rendez-vous : Précisé à la prise de RDV
<b>Lot n°3</b> <b>Site de la Manufacture de tapisserie de Beauvais</b>	Mme Nathalie LÉMAN Adjointe au directeur des Bâtiments et de la sécurité – Paris et sites rattachés <a href="mailto:nathalie.leman@culture.gouv.fr">nathalie.leman@culture.gouv.fr</a> et M. Jean-François LECH Agent d'accueil et de surveillance <a href="mailto:jean-francois.lech@culture.gouv.fr">jean-francois.lech@culture.gouv.fr</a>	Vendredi 13/06/2025 – 14h  Vendredi 20/06/2025 – 10h  Lieu de rendez-vous : 24, rue Henri Brispot – 60000 BEAUVAIS
<b>Lot n°4</b> <b>Site de la Manufacture de la Savonnerie de Lodève</b>	Mme Nathalie LÉMAN Adjointe au directeur des Bâtiments et de la sécurité – Paris et sites rattachés <a href="mailto:nathalie.leman@culture.gouv.fr">nathalie.leman@culture.gouv.fr</a> et Mme Anne Gautier Responsable de la Manufacture <a href="mailto:anne.gautier@culture.gouv.fr">anne.gautier@culture.gouv.fr</a>	Lundi 16/06/2025 – 14h30 Mardi 17/06/2025 – 9h30  Lieu de rendez-vous : Impasse des liciers – 34700 LODEVE

Il est attendu des candidats qu'ils se présentent aux visites en mobilisant du personnel qualifié et relativement expérimenté afin de garantir la pertinence, l'effectivité de la visite et le bon dimensionnement de leur offre.

Pour la visite, le candidat doit se munir de l'attestation de visite jointe au DCE, qu'il doit présenter au représentant du Pouvoir adjudicateur pour signature et la remettre dans son offre.

Aucune réponse orale n'est apportée aux questions du candidat pendant la visite. Le candidat doit poser ses questions selon les modalités décrites dans le présent règlement de consultation à l'article 2.10 du présent RC.

Une note d'information comprenant les questions et les réponses est transmise à l'ensemble des candidats qui ont ainsi les mêmes éléments en leur possession afin de constituer leur offre.

## **2.5 Modalités essentielles de financement**

Les prestations sont financées par imputation au budget de l'établissement sur ses fonds propres.

## **2.6 Conditions de participation des candidats**

Il est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou de plusieurs groupements. De même, un même opérateur économique ne peut pas être membre de plus d'un groupement ayant présenté une offre pour le marché concerné.

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation des offres.

Les candidats peuvent présenter leur offre sous forme de groupement :

- Soit conjoint (lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter la (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans le marché) ;
- Soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé pour la totalité du marché).



Conformément à l'article R.2142-22 du code de la commande publique, aucune forme juridique de groupement n'est imposée par l'acheteur ; le groupement peut être conjoint ou solidaire.

Dans les deux formes de groupement, un mandataire est obligatoirement désigné, étant précisé qu'un même opérateur économique ne peut pas, en application des dispositions de l'article R.2142-23 du code de la commande publique, être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

La composition du groupement ne peut être modifiée une fois la candidature remise à l'exception des cas prévus à l'article R.2142-26 du code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le Pouvoir adjudicateur exige que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

## **2.7 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à cent-quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de réception des offres.

## **2.8 Sous-traitance**

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles L.2193-1 à L.2193-3 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles du marché doivent être effectuées directement par le Titulaire.

## **2.9 Changement de détail du dossier de consultation**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard le lundi 30 juin 2025, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition ci-dessus est reportée de la même façon.

## **2.10 Date limite de dépôt des questions**

Les candidats peuvent poser des questions sur le marché jusqu'au mercredi 25 juin 2025.

Nota : Les candidats sont invités à s'inscrire sur la plateforme PLACE - <http://www.marches-publics.gouv.fr> afin de recevoir les alertes en cas de modification du dossier de consultation des entreprises (DCE) ou à la consulter régulièrement afin de prendre connaissance des documents modifiés et, le cas échéant, des réponses aux questions posées par d'autres candidats.

**Jusqu'à la date susmentionnée, toutes les questions relatives à la consultation doivent être posées directement sur la plateforme : PLACE - <http://www.marches-publics.gouv.fr> ; rubrique « question/réponses ».**

## ARTICLE 3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Certificat de visite
  - Annexe 2 : Cadre du mémoire technique – lot n°1
  - Annexe 3 : Cadre du mémoire technique – lot n°2
  - Annexe 3 : Cadre du mémoire technique – lots n°3 et n°4

- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot et ses annexes spécifiques :

### **Pour le lot n°1 :**

- Annexe n°0 – Liste des sites concernés et prestations souscrites ;
- Annexe n° 1 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du P2, site par site ;
- Annexe n°2 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du P3 en garantie totale, site par site ;
- Annexe n°3 – P3 travaux obligatoires site par site ;
- Annexe n°4 – Bordereau des prix unitaires (BPU)\_chauffage et DQE\_chauffage ;
- Annexe n°5 – Bordereau des prix unitaires (BPU)\_plomberie et DQE\_plomberie ;
- Annexe n°6 – Synthèse ;
- Annexe n°7 – Demande d'acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de paiement ;
- Annexe n°8 – Désignation des cotraitants et la répartition des prestations.

### **Pour le lot n°2 :**

- Annexe n°0 – Liste des sites concernés et prestations souscrites ;
- Annexe n° 1 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du P2, site par site ;
- Annexe n°2 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du P3 en garantie totale, site par site ;
- Annexe n°3 – Bordereau des prix unitaires (BPU)\_chauffage et DQE\_chauffage ;
- Annexe n°4 – Bordereau des prix unitaires (BPU)\_plomberie et DQE\_plomberie ;
- Annexe n°5 – Synthèse ;
- Annexe n°6 – Demande d'acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de paiement ;
- Annexe n°7 – Désignation des cotraitants et la répartition des prestations.

### **Pour les lots n°3 et n°4 :**

- Annexe n°0 – Liste des sites concernés et prestations souscrites ;
- Annexe n° 1 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du P2, site par site ;
- Annexe n°2 – Bordereau des prix unitaires (BPU)\_chauffage et DQE\_chauffage ;
- Annexe n°3 – Bordereau des prix unitaires (BPU)\_plomberie et DQE\_plomberie ;
- Annexe n°4 – Synthèse ;

- Annexe n°5 – Demande d'acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de paiement ;
- Annexe n°6 – Désignation des cotraitants et la répartition des prestations.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes spécifiques à chaque lot :

<b>Lot 1</b>	Lot_1_CCTP_Annexe_1_Plans
	Lot_1_CCTP_Annexe_2_Inventaire_CVC_Site Paris
	Lot_1_CCTP_Annexe_3_Inventaire_PI_Paris
	Lot_1_CCTP_Annexe_4_Gammes_de_maintenance
	Lot_1_CCTP_Annexe_5_Trame_PV_Prise en charge
<b>Lot 2</b>	Lot_2_CCTP_Annexe_1_Plans
	Lot_2_CCTP_Annexe_2_Inventaire_CVC_Site Rungis
	Lot_2_CCTP_Annexe_3_Inventaire_PI_Site Rungis
	Lot_2_CCTP_Annexe_4_Gammes_de_maintenance
	Lot_2_CCTP_Annexe_5_Trame_PV_Prise en charge
<b>Lot 3</b>	Lot_3_CCTP_Annexe_1_Plans
	Lot_3_CCTP_Annexe_2_Inventaire_CVC_Site Beauvais
	Lot_3_CCTP_Annexe_3_Inventaire_PI_Site Beauvais
	Lot_3_CCTP_Annexe_4_Gammes_de_maintenance
	Lot_3_CCTP_Annexe_5_Trame_PV_Prise en charge
<b>Lot 4</b>	Lot_4_CCTP_Annexe_1_Plans
	Lot_4_CCTP_Annexe_2_Inventaire_CVC_Site Beauvais
	Lot_4_CCTP_Annexe_3_Inventaire_PI_Site Lodève
	Lot_4_CCTP_Annexe_4_Gammes_de_maintenance
	Lot_4_CCTP_Annexe_5_Trame_PV_Prise en charge

- Le cadre de réponse du mémoire technique ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

## ARTICLE 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### ***4.1 Date et heure limites de réception des plis***

Les plis doivent être remis avant les date et heure indiquées en page de garde du présent document.

La remise des candidatures et des offres doit se faire uniquement par voie électronique, via la plate- forme PLACE - <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

A ce stade, les candidats ne sont pas dans l'obligation de signer l'acte d'engagement du marché. En cas

d'attribution du marché le Pouvoir adjudicateur reviendra vers le candidat retenu pour procéder à la signature du marché.

Les offres qui seraient remises et dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites indiquées ci-dessus ne seront pas examinées.

#### **4.2 Langue et unité monétaire**

Les candidatures et les offres doivent être rédigées en langue française, ainsi que tous les documents, pièces et attestations relatifs au marché.

Lorsque les offres des candidats sont rédigées dans une langue autre que le français, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Il en va de même pour tous les documents et attestations.

L'unité monétaire est l'euro.

#### **4.3 Présentation de la candidature**

En application de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, le candidat produit au titre de sa candidature les documents suivants :

- **Justificatifs sur la situation propre aux candidats :**
  - Lettre de candidature avec le nom et l'adresse du siège social de l'entreprise (ou des entreprises en cas de groupement), le nom et les pouvoirs de la personne habilitée à engager celle-ci dûment datée et signée, et l'habilitation éventuelle du mandataire en cas de candidature groupée (formulaire DC1 ou équivalent) ;
  - Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ou les sociétés en cas de groupement et de sous-traitance ;
  - Les attestations d'assurance en cours de validité ;
  - Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1 du R.2143-13 du code de la commande publique, le cas échéant ;
  - Extrait KBis de moins de trois (3) mois du candidat de chacun des membres d'un groupement, d'un sous-traitant ou la carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les entreprises en cours d'inscription) ;
  - Déclaration du candidat (Formulaire DC2 ou équivalent) ;
  - Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (ou formulaire DC1).
- **Capacité économique et financière**
  - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant sur les trois (3) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
  - Une déclaration appropriée de banque ou, le cas échéant, la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de ses capacités financières, l'un des renseignements ou documents demandés par le Pouvoir adjudicateur, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le Pouvoir adjudicateur.

Ces documents sont à produire par chaque société candidate.

- **Capacités techniques et professionnelles**

- Une liste des principaux services et travaux similaires effectués ou en cours d'exécution au cours des cinq (5) dernières années, en lien avec l'objet du marché, indiquant clairement le montant du marché, le montant sous-traité, un descriptif précis des prestations et travaux réalisés, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services et travaux sont prouvées par des attestations du client maître d'ouvrage ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de prestations de même nature ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Certificats de qualifications (notamment QUALIBAT 5213, QUALIBAT 5274, QUALIBAT 5111, QUALIBAT 5112) ou de titres professionnels, ou tout document de nature équivalente permettant au candidat de démontrer sa capacité à réaliser les prestations de services et travaux (certificat de capacité ou certificat de référence équivalents établis par des maîtres d'ouvrages).

Si le candidat est dans l'impossibilité de produire, pour justifier sa capacité technique, l'un des documents sollicités, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du ministère de l'économie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de cotraitance, il est nécessaire de transmettre les mêmes pièces pour tous les cotraitants. La lettre de candidature est à remettre en un seul exemplaire (DC1 ou équivalent). En cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance, laquelle constituera une annexe à l'acte d'engagement (formulaire DC4) ainsi que la déclaration du sous-traitant (formulaire DC2 complété des renseignements exigés concernant l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et capacité technique et professionnelle) doivent être joints.

Les candidats qui le souhaitent peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME).

#### **4.4 Présentation de l'offre**

L'offre doit comporter les documents suivants :

- **L'acte d'engagement et ses annexes, notamment ses annexes financières**, dûment complétés, datés, paraphés et signés, et précisant les montants hors taxes et TTC des prestations qui font l'objet de l'offre.

L'acte d'engagement est accompagné par les demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché (formulaire DC4 annexé à l'acte d'engagement).

Les candidats y indiquent le cas échéant la nature et le montant des prestations qu'ils envisagent de sous-traiter et par différence avec leurs offres, le montant maximal de la créance qu'ils pourront présenter en nantissement.

- **Un mémoire technique, conforme au cadre joint** au dossier de consultation. Pour la présentation de son mémoire technique, il est demandé au candidat de se référer au « cadre de réponse du mémoire technique » joint au DCE ;

- L'**attestation de visite de site signée** par le représentant du Pouvoir adjudicateur ;
- Le **Détail Quantitatif Estimatif (DQE)**, prévu avec le **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** annexé à l'acte d'engagement.

## ARTICLE 5. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Chaque lot est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

- Valeur technique (45 points sur 100 points),
- Prix (55 points sur 100 points)

Les critères sont analysés suivants les critères ci-après définis, par lot.

### Pour le lot n°1 – Paris

Critères et sous-critères		Pondération
<b>Valeur technique de l'offre</b>		<b>45 points</b>
Les moyens en personnel technique et d'encadrement pour réaliser les prestations d'entretien-maintenance et de conduite des installations P2, y compris la pertinence de la décomposition en temps passés et types d'intervenants site par site pour justifier le montant P2, ainsi que les moyens en personnel technique et d'encadrement pour réaliser les prestations et travaux au titre des prestations P3 garantie totale, P3O et travaux à bons de commandes.		16 points
Moyens et méthodologie mis en œuvre en cas de dysfonctionnement des installations pour assurer le chauffage, la climatisation des bâtiments et le fonctionnement normal des installations de plomberie.		8 points
Justification technique du montant P3 garantie totale et P3 travaux obligatoires.		8 points
Moyens (humains et matériels) et méthodologie mise en œuvre pour assurer le suivi énergétique.		8 points
Moyens de communications mis en œuvre.		5 points
<b>Prix des prestations</b>		<b>55 points</b>
<b>Coût P2, P3 garantie totale et P3 travaux obligatoires programmés sur la durée du marché, reconductions incluses.</b> L'analyse se fait au regard des montants de l'Acte d'engagement (en cohérence avec les DPGF).	<b>P2 forfaitaire</b>	25 points
	<b>P3 forfaitaire en garantie totale</b>	9 points
	<b>P3 Travaux obligatoires</b>	14 points
<b>Prix bordereau des prix unitaires (BPU), jugé sur la base du détail quantitatif estimatif (DQE)</b>		7 points

**Pour le lot n°2 (Rungis) :**

Critères et sous-critères		Pondération
<b>Valeur technique de l'offre</b>		<b>45 points</b>
Les moyens en personnel technique et d'encadrement pour réaliser les prestations d'entretien-maintenance et de conduite des installations P2, pertinence de la décomposition en temps passés et types d'intervenants site par site pour justifier le montant P2, ainsi que les moyens en personnel technique et d'encadrement pour réaliser les prestations et travaux au titre des prestations P3 garantie totale.		15 points
Moyens et méthodologie mis en œuvre en cas de dysfonctionnement des installations pour assurer le chauffage, la climatisation des bâtiments et le fonctionnement normal des installations de plomberie.		5 points
Justification technique du montant P3 garantie totale dans le mémoire technique.		8 points
Moyens (humains et matériels) et méthodologie mise en œuvre pour assurer le suivi énergétique.		12 points
Moyens de communications mis en œuvre		5 points
<b>Prix des prestations</b>		<b>55 points</b>
<b>Coût P2 et P3 garantie totale</b> L'analyse se fait au regard des montants de l'Acte d'engagement (en cohérence avec les DPGF), par application de la formule : (Prix du moins disant / Prix de l'offre analysée) x pondération de la prestation analysée	<b>P2 forfaitaire</b>	30 points
	<b>P3 forfaitaire en garantie totale</b>	15 points
<b>Prix bordereau des prix unitaires (BPU), jugé sur la base du détail quantitatif estimatif (DQE)</b>		10 points

**Pour les lots n°3 (Beauvais) et n°4 (Lodève)**

Critères et sous-critères		Pondération
<b>Valeur technique de l'offre</b>		<b>45 points</b>
Les moyens en personnel technique et d'encadrement pour réaliser les prestations d'entretien-maintenance et de conduite des installations P2, pertinence de la décomposition en temps passés et types d'intervenants site par site pour justifier le montant P2.		17 points
Moyens et méthodologie mis en œuvre en cas de dysfonctionnement des installations pour assurer le chauffage, la climatisation des bâtiments et le fonctionnement normal des installations de plomberie.		7 points
Moyens (humains et matériels) et méthodologie mise en œuvre pour assurer le suivi énergétique		14 points
Moyens de communications mis en œuvre		7 points
<b>Prix des prestations</b>		<b>55 points</b>
<b>Coût P2 forfaitaire</b> L'analyse se fait au regard des montants de l'Acte d'engagement (en cohérence avec les DPGF)		45 points

<b>Prix bordereau des prix unitaires (BPU), jugé sur la base du détail quantitatif estimatif (DQE)</b>	<b>10 points</b>
--	------------------

La notation des sous-critères « Prix des prestations » permet d’obtenir une note globale sur le critère Prix.

Chacun de ces sous-critères est noté selon la formule suivante :

$$\text{Note de l'offre analysée} = (\text{Prix de l'offre la moins-disante acceptable régulière} / \text{Prix de l'offre à noter}) \times \text{Note maximale.}$$

Lors de l'examen des offres, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le Pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le Pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en sont informés.

## **ARTICLE 6. OFFRE ANORMALEMENT BASSE**

Conformément aux articles L2152-5 à L2152-6 du code de la commande publique, si l’offre d’un soumissionnaire paraît anormalement basse, le Pouvoir adjudicateur procède à sa détection. Le soumissionnaire doit être en mesure de fournir toutes précisions et justifications de nature à expliquer le(s) prix proposé(s).

En cas d’absence de justification ou en cas de justification ne permettant d’expliquer le(s) prix de manière suffisante, l’offre est rejetée.

## **ARTICLE 7. CONDITIONS D’ENVOI DES PLIS**

La remise des offres en réponse à la consultation se fait obligatoirement de façon dématérialisée au moyen de la plateforme des achats de l’État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats trouvent, sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d’utilisations de la plateforme des achats de l’État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt de documents dématérialisés.

Les frais d’accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s’assurer du bon fonctionnement de l’environnement informatique.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- Manuel d’utilisation afin de faciliter le maniement de la plateforme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d’autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l’accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L’attention des candidats est donc attirée sur la



nécessité de déposer leur pli bien en amont de l'heure indiquée afin de pouvoir finaliser le téléchargement de l'ensemble de leurs documents.

De plus, les candidats sont invités à bien vérifier qu'ils se trouvent sur la bonne consultation, objet du présent marché. Tout dépôt, même dans les temps ne sera pas accepté si ce dernier est déposé sur une autre consultation.

Après le dépôt des documents sur la plateforme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au Mobilier national. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'État (PLACE) notamment, *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### **Présentation des dossiers et format des fichiers :**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables exe, .com, scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

#### **Antivirus**

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité du pli.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

### **ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Au terme de la procédure, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché après l'examen des offres, produit, dans un délai de dix (10) jours calendaires, les pièces suivantes (notamment listées aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique) :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, signé manuscritement ou via certificat de signature électronique en cas d'acte d'engagement dématérialisé ;
- Une « attestation de vigilance » (Urssaf, MSA, etc.) datant de moins de six (6) mois ou équivalent ;
- Une attestation de régularité fiscale en cours de validité ;
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (le cas échéant) ;
- La liste nominative des salariés étrangers, précisant leur nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ou, le cas échéant, une attestation de non emploi de salariés étrangers.

NB : Si le soumissionnaire n'est pas assujéti à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapé et / ou n'a pas de salariés étrangers, il le précise explicitement.

Le défaut de fourniture de ces éléments dans le délai indiqué ci-dessus entraîne l'élimination du soumissionnaire

présenti.

## ARTICLE 9. RECOURS ET INSTANCE

Suivant les dispositions issues de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours et de ses textes d'application, toute décision prise par le Pouvoir adjudicateur peut faire l'objet d'un recours, notamment en référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation et jusqu'à la signature du contrat ou en référé contractuel.

Le tribunal administratif compétent est :

**Tribunal administratif de Paris**  
7 rue de Jouy  
75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr  
<https://paris.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours contentieux possibles sont notamment :

**Le référé contractuel** : articles L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative. Sanctionne les manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence après signature du contrat. Délai : trente-et-un (31) jours à compter de la publication d'un avis d'attribution au JOUE ou de la notification de la conclusion du contrat – six (6) mois sans avis d'attribution ou sans notification.

- **Le référé précontractuel** (en cas de délai de stand still) : articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du code de justice administrative. Prévenir la passation d'un contrat qui méconnaîtrait les règles de publicité et de mise en concurrence applicable. Délai : jusqu'à la signature dudit contrat.
- **Le recours pour excès de pouvoir** : dirigé contre les actes détachables antérieurs à la conclusion du contrat. Délai : deux (2) mois à compter de leur publication ou de leur notification.
- Le recours de **pleine juridiction** : conformément à la jurisprudence Tarn-et-Garonne (CE 04.04.2014, Département du Tarn-et-Garonne, Req. N°358994), tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles ; ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux (2) mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi.

D'une manière générale, les renseignements concernant les voies de recours sont possibles auprès du greffe du Tribunal administratif précité.